

GUINÉE-BISSAU

La liberté d'expression menacée à la suite d'une mutinerie au sein des forces armées

Index AI : AFR 30/004/00

Amnesty International lance un appel au gouvernement de Guinée-Bissau afin qu'il garantisse le respect des droits fondamentaux de ses opposants politiques, notamment leur droit à la liberté d'expression. « *Tous les civils détenus doivent être libérés immédiatement et sans condition, à moins qu'ils ne soient inculpés d'infractions prévues par la loi et jugés dans le respect des normes internationales d'équité* », a déclaré l'organisation de défense des droits humains.

Plusieurs personnalités politiques de l'opposition ont été arrêtées entre le 24 et le 26 novembre 2000 dans la capitale, Bissau, et accusées d'avoir apporté leur soutien à la mutinerie déclenchée par le général Ansumane Mané, l'ancien dirigeant de la *Junta Militar* (junte militaire autoproclamée) qui, en mai 1999, avait chassé du pouvoir João Bernardo Vieira, alors président de la République de Guinée-Bissau.

Dans la soirée du 26 novembre, le président Kumba Ialá a ordonné que les détenus soient autorisés à quitter la prison et assignés à domicile. Ils sont néanmoins toujours en détention.

Plusieurs membres du parti d'opposition *União para a Mudança* (UM, Union pour le changement), dont Aminé Saad, ancien procureur général, Manuel Rambout Barcelos et le parlementaire Carambá Turé, ont été arrêtés séparément le 25 novembre. Agnelo Regala, directeur de la station de radio Bombolón et membre de l'UM, a été appréhendé vers 1 h 20 du matin le 26 novembre. La veille au soir, il avait dénoncé les interpellations des membres de l'opposition, ainsi que les atteintes à la liberté d'expression. Le président du *Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde* (PAIGC, Parti africain

pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), Francisco Benante, figurait également au nombre des personnes appréhendées.

Le président de l'*Aliança Socialista da Guiné* (ASG, Alliance socialiste de la Guinée), Fernando Gomes – ancien président de la *Liga Guineense de Direitos Humanos* (LGDH, Ligue guinéenne de défense des droits humains) –, et le porte-parole de l'ASG, Fernando Mendoça, ont également été arrêtés le 26 novembre.

Ces détenus n'ont pas été inculpés. Deux d'entre eux, dont Fernando Gomes, auraient été battus lors de leur interpellation.

Rappel des faits

Après la nomination par le président Kumba Ialá d'un certain nombre d'officiers, le général Ansumane Mané, qui était opposé à ces nominations, les a annulées, a limogé le chef d'état-major des forces armées ainsi que son second, les a fait mettre aux arrêts et s'est autoproclamé chef d'état-major des forces armées.

Aux premières heures du jour, le 23 novembre, de brefs combats ont éclaté dans la capitale, Bissau, entre les membres des forces régulières demeurés fidèles au gouvernement et les partisans du général Ansumane Mané. La mutinerie a été rapidement réprimée par les militaires fidèles au pouvoir en place qui ont appréhendé nombre de ceux qui avaient pris le parti du général Ansumane Mané. Celui-ci est toujours en liberté.

L'UM et le PAIGC avaient publiquement attribué au gouvernement la responsabilité des tensions qu'avait connues le pays à la suite de la nomination de ces officiers par le président. ●

Pour de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>